

# Les **R**encontres d'**O**ccitanie

**GROUPE  
LA DÉPÊCHE  
DU MIDI**



**Les Rencontres d'Occitanie** sont un cycle de conférences-débats lancé en 2017 par le Groupe La Dépêche du Midi. Chaque mois, des personnalités de premier plan viennent enrichir la réflexion des décideurs locaux sur des thèmes majeurs pour l'avenir de notre Région (recherche, éducation, culture, innovation, export, environnement, tourisme, aéronautique). Ces rencontres se placent au cœur des défis que doit relever l'Occitanie et souhaitent accompagner l'appréhension d'un monde en constante mutation.

---

## **Édition exceptionnelle** **DIPLOMATIE FRANÇAISE** **Tables rondes**

---

**Vendredi 30 août 2019**

**12 Ambassadeurs de France étaient invités à échanger sur ces deux thématiques :**

- **Développement du partenariat à l'international des établissements d'enseignement supérieur et de recherche**
- **Coopération et solidarité internationales**



### **Europe**

Espagne : Monsieur [Jean-Michel Casa](#)

Macédoine : Monsieur [Christian Thimonier](#)

Saint-Siège: Madame [Élisabeth Beton-Délegue](#)

### **Amérique / Caraïbes**

Mexique : Madame [Anne Grillo](#)

Paraguay : Madame [Sophie Aubert](#)

République Dominicaine : Monsieur [Didier Lopinot](#)

### **Asie**

Malaisie : Monsieur [Frédéric Laplanche](#)

### **Afrique**

Burkina-Faso : Monsieur [Luc Hallade](#)

Côte d'Ivoire : Monsieur [Gilles Huberson](#)  
Éthiopie : Monsieur [Fédéric Bontems](#)  
Tanzanie : Monsieur [Frédéric Clavier](#)  
Zambie : Monsieur [Sylvain Berger](#)

Modérateur : Jean-Marc Laforêt, Ambassadeur, Conseiller diplomatique auprès du Préfet de la Région Occitanie

## 12<sup>3</sup> 567 Chiffres clés

### 27<sup>ème</sup>

Du mardi 27 août au vendredi 30 août 2019, la 27<sup>ème</sup> édition de la Conférence des Ambassadeurs et des ambassadrices, s'est tenue dans la foulée du G7 de Biarritz, sur le thème : « Relever les défis mondiaux : responsabilités françaises et européennes ».

### 140

C'est le nombre d'Ambassadeurs qui se sont rendus le 30 août dans 11 régions métropolitaines, pour rencontrer les principaux acteurs économiques, publics et privés, lors de sessions économiques régionales organisées par les nouvelles «Team France Export», regroupant les régions, les CCI, Business France et Bpifrance.

### XXI<sup>ème</sup> siècle

MAEDI21, c'est la stratégie pluriannuelle développée par le Ministère en 2015, qui a permis d'engager plusieurs réformes visant à moderniser le ministère et à améliorer l'efficacité de son action à l'international. Les mesures s'articulent autour de trois exigences : l'adaptation à un monde en mutation avec la poursuite de la réorientation du réseau diplomatique et consulaire vers les pays émergents du G20 la simplification des démarches par une meilleure exploitation des potentialités du numérique la gestion des femmes et des hommes du Quai d'Orsay pour assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

## Compte-rendu

C'est avec une édition exceptionnelle que les Rencontres d'Occitanie ont fait leur rentrée hier. Dans le cadre de la conférence des Ambassadeurs qui se tient tous les ans à Paris, la dernière séquence de la rentrée des diplomates a été en partie délocalisée à Toulouse. Douze ambassadeurs\* ont fait étape hier matin au siège de La Dépêche du Midi pour participer à deux tables rondes. Modérées par Jean-Marc Laforêt, ambassadeur et conseiller diplomatique auprès du préfet de la région Occitanie elles ont abordé deux sujets phares. La coopération et la solidarité internationale d'une part ainsi que le développement des partenariats internationaux dans l'enseignement supérieur et la recherche d'autre part. «Nous sommes honorés d'accueillir une partie de la diplomatie française au siège du journal. Il est de notre rôle de faire connaître l'inlassable travail des ambassadeurs au service du rayonnement de la France» a déclaré Marie-France Marchand-Baylet, présidente de la fondation Dépêche en ouverture.

[Lire la suite de l'article](#)



**Jean-Marc LAFORÊT, Ambassadeur, Conseiller diplomatique auprès du Préfet de la Région Occitanie**

Il nous a semblé important dans le déplacement des 12 Ambassadeurs en Occitanie, d'échanger à l'occasion de deux tables rondes.

Un grand merci à l'ensemble du Groupe La Dépêche pour la couverture et l'organisation, car je ne suis pas encore certain que tous les grands médias de la presse quotidienne régionale aient la même perception de l'importance des enjeux internationaux.



Volontairement, des acteurs économiques à l'international ne sont pas présents car sous la présidence de Nadia Pellefigue, se tiendra à l'hôtel de Région cet après-midi une séquence sur l'économie.

Merci aussi à Philippe Rimbault, [Président de l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées](#), qui a contribué à l'organisation de cette première table ronde.

---

## 1<sup>ère</sup> / Table ronde

# DÉVELOPPEMENT DU PARTENARIAT À L'INTERNATIONAL DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE

***Fabrice DUMAS, Vice-président de l'[Université Toulouse III Paul Sabatier](#), en charge des Relations internationales***

Le développement du partenariat à l'international va concerner pour les Universités deux grands types de domaines : la Formation et la Recherche. Je traiterai ici de la Formation, Isabelle Saves vous présentera de façon plus détaillée le volet Recherche.

Il existe deux grands types d'échanges internationaux au niveau de la formation dans les Universités : les free-movers, des étudiants qui viennent qui viennent spontanément s'installer à Toulouse pour y faire leurs études et ceux qui viennent dans le cadre de programmes établis en créant des partenariats avec des Universités à l'étranger. Il nous est plus confortable de travailler dans le cadre de partenariats car c'est cadré (on peut préparer les étudiants, les informer, etc.).

Pour les free-movers, car c'est un problème assez récurrent chez nous et peut-être que les ambassades pourront nous aider sur ce point-là, pour obtenir un visa, les étudiants étrangers doivent attester de conditions de ressources à hauteur de minimum 615 euros par mois. C'est parfois un problème, en tout cas à Toulouse, parce que les loyers sont relativement élevés et chaque année, de nombreux étudiants sont obligés de rentrer dans leurs pays sans finir leurs études car ils ne peuvent pas vivre décemment à Toulouse avec environ 600 euros par mois. Le nombre de logements disponibles au niveau du CROUS n'étant pas suffisant pour les héberger à moindre frais. L'information que nous voulons faire passer aux étudiants est que c'est plutôt autour de 1000 euros par mois dont il faudrait disposer pour mener correctement ses études dans notre ville.

Les partenariats présupposent que des accords ont été passés avec des Universités partenaires, dont le principal cadre est [ERASMUS+](#) qui ne concerne pas que l'Europe mais l'ensemble du Monde, comme par exemple les programmes "[Capacity Building](#)", [Mobilité internationale de crédit](#), etc.

Là où les postes d'Ambassade sont importants pour nous et Campus France, c'est au niveau des prises de contacts, parce que même si quelquefois ce sont des anciens chercheurs qui ont déjà un contact et essayent de développer un programme d'échange ou un partenariat, souvent ces démarches rentrent plus dans une stratégie politique de l'Université qui souhaite se développer vers tel ou tel endroit. Nous avons réellement besoin d'un retour des ambassades et de [Campus France](#) pour connaître les différents types d'Universités vers lesquelles nous pourrions aller, leurs points forts, leurs points faibles, quels seraient leurs besoins... Nous apprécions aussi les soutiens financiers, si les postes peuvent financer une mission par exemple, qu'un enseignant-chercheur puisse venir rencontrer des partenaires pour vérifier qu'il s'agit bien du bon interlocuteur par rapport à ce qu'il est envisagé de mettre en place...

Enfin un mot quant au programme [Bienvenue en France](#), juste pour vous dire que les établissements de Toulouse (UT1, UT2 et UTIII) ont décidé, par vote dans les CA respectifs, d'appliquer une dérogation pour la rentrée 2019 : il n'y aura pas de frais universitaires supplémentaires pour les étudiants hors Europe.



***Isabelle SAVES, Ingénieur de Recherche, Responsable de la [Coopération internationale du CNRS](#)***

De formation scientifique, j'ai fait de la Recherche pendant une quinzaine d'années puis j'ai décidé de m'orienter vers la coopération internationale. Aujourd'hui, j'essaie de mettre à profit le réseau international que je me suis construit et en particulier en tant qu'Attaché de coopération scientifique et universitaire pendant plusieurs années, pour les Laboratoires de Recherche. Plus précisément, je travaille officiellement pour 6 Unités Mixtes CNRS-Université de Toulouse, qui travaillent dans le domaine de la Biologie, dans un très large



spectre allant de la biologie fondamentale à la biologie appliquée à des thèmes de Santé (Cancer et maladies infectieuses). Mon rôle, évidemment main dans la main avec les acteurs locaux que sont les Universités, l'Université Fédérale et les autres Écoles d'ingénieurs qui nous entourent est d'inciter les chercheurs à monter des projets de coopération internationale, de faire travailler les chercheurs toulousains (en particulier de ces 6 UMR) avec des chercheurs étrangers, et de les accompagner dans le développement de cette coopération, les aider à répondre aux appels d'offres et surtout les accompagner dans la structuration et la mise en place de ces coopérations. Tout cela sous-entend des liens forts avec l'Université pour tendre à avoir une politique stratégique la plus commune possible.

Tout cela nécessite l'utilisation d'outils que vous devez bien connaître : les PHC [Partenariats Hubert Curien](#), les LIA [Laboratoire International Associé \(LIA\)](#), et bien entendu le Programme-cadre de Recherche Européen [Horizon 2020](#), auquel je participe au point de contact national pour les programmes santé... c'est une de nos priorités actuelles. En parallèle, il y a aussi une activité de lobbying que j'essaie de mener auprès de Bruxelles et la DG Recherche, avec l'Université évidemment. Nous essayons, avec mes collègues, d'influencer les programmes européens, toujours avec derrière la tête de donner naissance à de grands programmes "Cancer" et "Maladies infectieuses".

La finalité de tout cela comporte un aspect financiers, vous le comprenez bien : participer à des programmes européens, ce n'est pas seulement faire rayonner la science française, c'est aussi obtenir beaucoup d'argent pour soutenir nos programmes de recherche. Mais au-delà, pour ma part, c'est aussi augmenter la visibilité et l'attractivité de nos laboratoires et par là-même pouvoir inciter de brillants chercheurs internationaux à rejoindre nos laboratoires pour quelques années ou plus, devenir Chargés ou Directeurs de Recherche au CNRS, monter leurs groupes chez nous...

Enfin, puisque je travaille en particulier et priorité sur les thématiques de santé, et cela fera le lien avec la prochaine table ronde, nous avons un rôle à jour en matière de santé globale. En travaillant sur le cancer et les maladies infectieuses, nous avons une place à jouer au niveau mondial. Je suis très heureuse de vous annoncer aujourd'hui que la ville de Toulouse a été shortlistée pour accueillir le 6ème Congrès International sur les vaccins antituberculeux en 2021.

***Jean-Marc LAFORÉT, Ambassadeur, Conseiller diplomatique auprès du Préfet de la Région Occitanie***

Une précision, beaucoup d'entre vous le savent, dans ce grand marché international pour conquérir les talents étrangers, l'Occitanie n'est pas mal placée avec 32000 étudiants étrangers qui étudient dans notre région, soit environ 10% du total des étudiants étrangers en France. Ainsi l'Occitanie est après l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes, la 3ème région française pour l'accueil d'étudiants internationaux, d'ailleurs tout à fait équitablement répartis entre Montpellier et Toulouse. Évidemment, nous parlons plus de Toulouse car nous sommes à Toulouse, mais n'oublions jamais qu'il y a à Montpellier un très grand pôle universitaire et de recherche, de grands laboratoires de recherche, des écoles d'Agronomie, etc.



***S.E.M. l'Ambassadeur Christian THIMONIER, Ambassadeur de France en Macédoine du Nord***

Tout d'abord merci pour votre accueil. Ambassadeur en Macédoine du Nord, très petit pays, mais je vois pas trop mal placé dans la liste des étudiants accueillis en Occitanie, surtout à Montpellier et pas à Toulouse. Je considère que c'est une terre de mission et je m'adresse à vous pour vous dire que nous considérons qu'il est très important de développer ces relations scientifiques et de recherche puisque c'est un pays promis à un avenir européen. Pour l'instant, il n'y a pas eu dans le domaine de la science et pour être bref, je voudrais vous inviter à participer à notre salon annuel Campus France qui marche très bien, surtout si les Universités acceptent de se déplacer, même s'il y a aussi des possibilités de téléconférence, nous verrons avec notre service culturel comment trouver les modalités. Il y a quelques éléments d'excellence, en particulier dans la Bio-Informatique. Beaucoup viennent en Macédoine du Nord "faire leur marché en chercheurs" parce que les conditions dans le pays ne sont pas faciles, c'est un pays très pauvre avec d'excellents étudiants. En particulier, on voit les Universités israéliennes ou américaines venir faire leur shopping. Il n'y a pas de raison que nous ne fassions pas le nôtre.

Par ailleurs, nous allons ouvrir, j'espère, un programme Hubert Curien.

Quand j'étais Directeur de la Coopération scientifique, il y a longtemps, nous avons essayé de lancer quelque chose, mais cela n'avait pas abouti, pas même à un programme modeste. Il semble que les autorités aient enfin compris, et c'est une bonne chose, l'importance de la science dans nos échanges.

Je serais vraiment heureux que l'on puisse avoir un contact plus fort et trouve que cette démarche proactive est très très importante. Nos Universités ont besoin de sortir, d'être là, ce qui rééquilibre une présence allemande très très forte, comme la forte présence anglo-saxonne ainsi que d'autres pays, d'autres acteurs scientifiques. Si nous n'allons pas

chercher nous-même, nous aurons bien sûr des francophones et francophiles, mais cela ne suffit pas. Nous essayons d'ailleurs d'avoir un centre de ressources de la langue française qui s'adresse à d'autres que les francophones si je puis dire "natifs de l'enseignement secondaire". Cela fonctionne, mais les gens nous demandent : avec cela, que peut-on faire ? Quel type d'études ? Qu'est-ce qui nous est ouvert en France ?

Si Toulouse pouvait répondre à notre démarche, cela serait vraiment très utile. Je vous remercie par avance.

**Isabelle SAVES, Ingénieur de Recherche, Responsable de la [Coopération internationale](#) du CNRS**

Si je puis me permettre, nous serions aussi ravis d'accueillir une délégation accompagnée par votre attaché et des universitaires locaux s'il y a des thématiques d'interactions...

**S.E.M. l'Ambassadeur Gilles HUBERSON, Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire**

Je voudrais intervenir sur deux points : le premier, et c'est peut-être une situation un peu particulière, de façon absolument pas polémique, l'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers s'est traduite en Côte d'Ivoire par une augmentation de 100% d'inscription à Campus France. Nous sommes passés de 3300 inscrits à 6600. C'est aussi parce que nous avons un peu travaillé.

Je vais vous présenter maintenant un dispositif assez unique que nous avons appelé le "[Hub Franco-Ivoirien pour l'éducation](#)" qui est en fait basé sur la co-diplomation. Par exemple, un étudiant de Master 1 SupAgro Yamoussoukro obtient alors en même temps le diplôme de [SupAgro Montpellier](#), du fait d'un partenariat. De tel partenariats, il en existe 80, dont certains à Toulouse, cela concerne ici 5 écoles d'ingénieurs, car les ivoiriens sont plutôt intéressés par et orientés vers les études scientifiques et d'ingénieurs. Les deux partenariats avec Montpellier concernent l'agronomie et l'entomologie.

L'idée est vraiment de développer ces partenariats, pour lesquels nous disposons en plus d'un budget pour aider au démarrage (un peu plus d'1 million par an). Donc je vous encourage, j'encourage la communauté éducative et d'enseignement supérieur, à intégrer ce dispositif, qui tout simplement est une sorte de jumelage, sur la base de la co-diplomation ou autre, on accepte tout. Cela concerne aussi l'enseignement professionnel et agricole. L'idée en substance, qui reflète la stratégie, est de se dire que compte tenu de la démographie, nous sommes ravis d'accueillir les étudiants africains en France, mais il faut aussi développer un autre modèle complémentaire qui est de passer son diplôme en Afrique. C'est d'ailleurs aussi un modèle responsable et raisonnable, qui permet de faire grandir les deux. Nous sommes très fiers de ce dispositif : faire passer des diplômes français en Côte d'Ivoire, que j'ai fait démarrer il y a deux ans à peine, et déjà 80 partenariats de ce type. Pour nous rejoindre, c'est très simple comme : [prénom de l'Ambassadeur.nom de l'Ambassadeur@diplomatie.gouv.fr](mailto:prénom_de_l'Ambassadeur.nom_de_l'Ambassadeur@diplomatie.gouv.fr) et ensuite, je vous dirigerai vers la personne directement en charge.

C'est un appel à rejoindre ce dispositif ! Vous aurez en face de vous des partenaires ivoiriens motivés, volontaires et super compétents. Le Président Houphouët, quand il a créé les écoles d'ingénieurs autour du Yamoussoukro, il a juste fait Saclay, vingt ans avant...

Dernier point, pour vous dire que la Côte d'Ivoire est un grand pays, c'est une grosse Ambassade avec 400 agents effectifs, donc nous avons aussi l'IRD, le CIRAD, nous avons des coopérations scientifiques et de recherche, dont l'on serait ravis d'augmenter les partenariats. C'est également le même process, simple comme un email. Merci beaucoup.

**Fabrice DUMAS, Vice-président de l'[Université Toulouse III Paul Sabatier](#), en charge des Relations internationales**

Je suis très, très content de vous entendre et ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Je suis là pour parler de l'ensemble de la communauté universitaire toulousaine, mais je peux prendre quelques minutes la "casquette" Toulouse III Paul Sabatier et j'espère que mes collègues ne m'en voudront pas. Notre université a obtenu un [Capacity Building avec la Côte d'Ivoire](#) pour mettre en place des formations en double diplomation. Cela va démarrer là pour cette rentrée, nous sommes financés pour trois ans, et si l'on peut avoir un appui de l'Ambassade pour pérenniser...

Les financements européens, faits pour mettre le pied à l'étrier, sont sous condition que le modèle économique soit viable : que le diplôme fonctionne sans aide extérieure.

**Isabelle SAVES, Ingénieur de Recherche, Responsable de la [Coopération](#)**

### **internationale du CNRS**

Concernant les dispositifs de co-formation, il faut penser au niveau doctoral. En effet, un outil que nous adorons et que nous voulons vraiment développer est la [cotutelle de thèse](#) : outil idéal pour la coopération scientifique.

### ***S.E.Mme l'Ambassadrice Anne GRILLO, Ambassadrice de France au Mexique***

Merci beaucoup, merci Madame. Vous faisiez remarquer qu'il fallait que la voix des femmes se fasse entendre, et vous me parliez de ce que le Groupe La Dépêche fait en la faveur. J'y suis d'autant plus sensible que le Mexique, où j'ai l'honneur de servir, concélébrera et coprésidera la préparation du [Forum Génération Égalité](#) que la France accueillera en janvier 2020, 25 ans après la [Conférence mondiale sur les Femmes](#) de Pékin et 50 ans après la première conférence au Mexique.

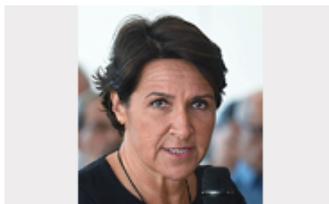
Un élément de contexte : le Mexique est la première destination d'Amérique Latine pour les étudiants français, où ils représentent le 2ème contingent après les étudiants espagnols. On en compte à peu près 3500 par an. Par ailleurs, la France est 3ème destination des étudiants mexicains, après les U.S.A et l'Espagne. Nous sommes donc en miroir sur des enjeux d'attractivité.

En termes de stratégie : nous travaillons d'abord sur de la mobilité encadrée, basée sur les accords entre Universités, et aujourd'hui nous encourageons la mobilité individuelle. Sur la mobilité encadrée, nous essayons de croiser des domaines prioritaires, et c'est ma première question : quels sont les secteurs ? Car au-delà de dire on veut plus d'étudiants étrangers, lesquels viser ?

Au Mexique on veut les adosser aux intérêts industriels, évidemment aéronautiques, puisque cela constitue 1/3 de nos exportations vers le Mexique; intérêts industriels de la santé en général, intérêts industriels de l'environnement en particulier, ainsi que l'agriculture et l'agro-alimentaire (le Ministre actuel a été formé à Toulouse). Quels sont donc pour vous les grands domaines prioritaires ?

Deuxième question : quels sont les types de formation que vous privilégiez ? Nous, nous souhaiterions mettre l'accent là où la compétition joue au Mexique, c'est à dire les formations technologiques.

Enfin, dernière question, effectivement très bonne nouvelle pour les frais d'inscription, parce qu'à la différence de la Côte d'Ivoire, nous sommes dans un pays ultra concurrentiel en matière d'influences dans ce domaine. Nous avons mis des droits d'inscription au moment où les autres pays, qui sont nos compétiteurs comme l'Espagne ou l'Allemagne, voire l'Italie, les ont enlevé. Donc pour savoir si c'était une mesure ponctuelle ou s'il y avait par secteur ou par Université des stratégies.



### ***Fabrice DUMAS, Vice-président de l'Université Toulouse III Paul Sabatier, en charge des Relations internationales***

C'est une mesure ponctuelle dans le sens où cela a été voté pour la rentrée 2019. Cela dépendra après de chaque établissement. Sachant que pour l'université à laquelle j'appartiens, une élection se fait en décembre, donc ce sera la nouvelle équipe présidentielle qui va prendre ce dossier en main. Personnellement, je ne suis pas opposé au principe, je pense que cela peut être un bon outils. C'est arrivé tard cette année et c'était compliqué de le négocier et de le discuter, car c'est très passionnel. Pour le futur, je ne peux pas vous dire ni pour mon université que pour les autres du site toulousain.

Sur les priorités de thématiques, nous n'en mettons pas, parce qu'en ce genre de domaine, le top-down ne marche pas en fait. De notre point de vue, la coopération ne peut se faire correctement que si on a des enseignants et des chercheurs motivés pour le faire. Si l'on a un domaine scientifique que nous souhaitons privilégier, si l'on n'a pas un porteur qui veut le faire, cela ne se fera pas. Donc, nous préférons identifier des porteurs de projet motivés et les soutenir, plutôt que d'imposer des thématiques scientifiques.

Sur le niveau d'études, à l'UTIII, nous essayons de prioriser les Masters et le Doctorat, notamment l'on insiste sur promouvoir la mise en place de cotutelle de thèses.



### ***S.E.M. l'Ambassadeur Jean-Michel CASA, Ambassadeur de France en Espagne***

En poste seulement depuis le mois de mai, je n'ai pas encore une vision complète de toutes les coopérations. Peut-être une interrogation, j'ai tout de même le sentiment évidemment que la relation entre l'Espagne et la région Occitanie est tout à fait particulière, avec plus de 400km de frontière commune, tout un passé de relations notamment l'héritage de la présence ici des Républicains espagnols... vous connaissez cela mieux que moi. Nous avons à Madrid un service culturel et de coopération très actif, avec les mêmes instruments qu'ailleurs. Mais j'ai quand même le sentiment, et peut-être que je me trompe, que par rapport au potentiel qu'il pourrait y avoir entre l'Espagne et les deux Académies de Toulouse et Montpellier, tant pour ce qui est -et pourtant nous sommes en Europe, dans un pays frontalier- des échanges d'étudiants, que d'Erasmus et que des coopérations universitaires et de recherche, nous sommes en dessous. Partagez-vous cette analyse ? Auriez-vous une explication ? Et imaginez-nous que nous puissions faire quelque chose au-delà de ce qui se

fait déjà ?

Comme nous envisageons de multiplier les échanges entre l'Ambassade et les Préfectures de la Région Occitanie et Aquitaine, vous paraîtrait-il utile au-delà de ce qui est spontanément entre Universités, de mobiliser plus les Académies, ou toute autre vision plus proactive de promouvoir les échanges intellectuels...

***Fabrice DUMAS, Vice-président de l'[Université Toulouse III Paul Sabatier](#), en charge des Relations internationales***

Nous partageons totalement votre analyse. Vous savez tous que Toulouse a postulé à un [IDEX, qu'il n'a pas eu...](#) Il avait été souligné, le Comité international s'était étonné, que compte-tenu de la proximité géographique, il n'y ait pas plus d'interactions avec l'Espagne. Cela avait été discuté au niveau de l'Université Fédérale, et l'on va essayer, c'est aussi une question de moyens, essayer d'être beaucoup plus proactif. Il avait notamment été évoqué la possibilité de mettre des Écoles doctorales communes avec l'Espagne, pour essayer de soutenir les échanges d'étudiants, toujours aux niveaux Masters et Doctorat.

C'est donc quelque chose que je n'explique pas, que l'on a constaté, qui nous a été dit par ailleurs, sur lequel, au niveau de l'Université Fédérale des discussions ont eu lieu pour mettre des choses en place. Après, c'est toujours pareil : le nerf de la guerre, c'est les financements.

Nous avons des projets d'université européenne, mais qui ne sont pas passés. Des projets ont été réalisés avec des partenaires espagnols, de mémoire c'était Madrid et peut-être Barcelone, UR qui n'ont pas été retenus. Donc oui, cela faisait partie du package des choses que l'on essaie de mettre en place pour favoriser et dynamiser l'interaction avec l'Espagne. Pour information, la 1ère mobilité Erasmus à l'UTIII, c'est l'Espagne.

***Isabelle SAVES, Ingénieur de Recherche, Responsable de la [Coopération internationale](#) du CNRS***

Je ne partage pas complètement votre analyse au niveau de la Recherche. Ce que je constate en Biologie, dans les programmes européens auxquels l'on répond, c'est extrêmement rare qu'il n'y ait pas un partenaire espagnol dans le consortium. Espagnols et italiens, sont en général toujours présents. Nous sommes évidemment très demandeurs d'augmenter cette présence des équipes de recherche espagnoles si vous considérez que c'est nécessaire. Nous avons également accueilli un certain nombre d'étudiants en PhD, Doctorants en stage Erasmus venus d'Espagne, de Barcelone, de Madrid.

***Alexandra CAMINADE, Vice-Présidente aux Service Commun des Relations Européennes et Internationales, UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE***

Merci à La Dépêche pour cette belle manifestation. Je voulais rebondir sur la francophonie : au sein de mon établissement, on se sent très tiraillé entre notre devoir et notre obligation de défendre la langue française et les pressions de plus en plus importantes de la part des étudiants, que ce soient les nôtres ou les étudiants étrangers pour avoir des formations en langue anglaise. J'aurais aimé avoir le sentiment de nos ambassadeurs, savoir si c'est un sentiment partagé, une préoccupation pour vous ?



***Emmanuelle GARNIER, Présidente UNIVERSITÉ TOULOUSE 2 JEAN JAURÈS***

Très rapidement dire qu'il y a beaucoup de choses à travailler, que nous travaillons. Pour synthétiser et rebondir sur la question des frais d'inscription qui est le même, implique tout un ensemble de choses. Nous nous sommes positionnés négativement par rapport à cette idée qu'il s'agissait là d'un levier qui allait pouvoir dynamiser un certain nombre de choses, c'est un pari. Ce n'est pas une vérité fondamentale. Nous essaierons de l'obtenir sur le long terme. Mais corollaire de cette position-là, c'est clairement le fait que nous souhaitons formaliser un ensemble d'actions, d'activités qui procèdent actuellement du bas vers le haut et que, nous souhaitons mettre dans un cadre. Là, pour plein de raisons (techniques, idéologiques, etc.), nous avons besoin d'avoir un appui ou en tout cas une grille de lecture qui arrive du terrain, à travers le travail que vous faites, vous, aux quatre coins du Monde, pour que l'on puisse mieux comprendre comment cette formalisation peut prendre forme -je parle depuis une Université en Sciences Humaines et Sociales-, qui n'a pas les mêmes logiques forcément, en tout cas, dans les champs disciplinaires, tant en formation qu'en recherche, que celles qui ont pu être abordées ici.

Clairement, nous revenons de l'[Université d'été de la Conférence des Présidents des Universités](#) qui était dédiée à l'internationalisation des universités, et où le croisement entre la logique de concurrence et de solidarité, coopération, était au cœur de toutes les questions. Essayer de nous appuyer sur le réseau diplomatique, pour formaliser et donc définir une politique d'internationalisation dans nos universités, sans tuer certains champs d'activité, notamment en recherche, c'est le défi pour les années à venir. C'est la vertu de cette loi, qui nous a tous pris de court je crois, vous comme nous. Je fais le pari que ça va



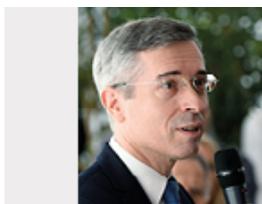
marcher, mais par contre, il faut que l'on puisse compter sur le réseau diplomatique pour aider à être performants.

**Bertrand RAQUET, Directeur de l'INSA Toulouse**



Le plan [Bienvenue en France](#) pousse naturellement à des développements de coopération vers l'Afrique bien entendu. Stratégie d'une université ou d'une école d'ingénieur pour faire des choix sur le continent africain qui porte une vraie complexité : que pourriez-vous nous donner comme grille de lecture, comme marqueurs d'attention pour nous aider à faire les choix ?

**S.E.M. l'Ambassadeur Frédéric LAPLANCHE, Ambassadeur de France en Malaisie**



Merci beaucoup de nous recevoir, nous sommes très contents d'être ici sur place avec vous. Nous travaillons pour vous, à votre service, tous les jours, mais c'est tout de même autre chose d'être au contact direct, un grand plaisir. La Malaisie, c'est très lointain, mais je suis très impressionné par la mobilisation des occitans et des établissements universitaires d'Occitanie dans ce pays. Vous y réussissez très bien, il y a de grands contrats, depuis longtemps entre l'Université Toulouse III Paul Sabatier, dans le domaine du génie chimique et aussi l'Université Toulouse 2 Jean Jaurès qui a essentiellement établi ou co-établi avec l'université malaisienne Taylor's University un [département d'hôtellerie](#) qui va de la formation de base jusqu'à la recherche en sciences sociales, avec un laboratoire international associé. Près de 300 étudiants malaisiens en Occitanie, c'est à dire à peu près ¼ des étudiants malaisiens en France, signifie que l'Occitanie est exceptionnellement attractive. Par ailleurs, l'Occitanie du fait de ses liens très forts entre les universités des deux côtés envoient aussi beaucoup d'étudiants en Malaisie, et je pense que c'est pour les étudiants français d'Occitanie une expérience exceptionnelle du lointain et de l'Asie, qui leur permet ensuite de contribuer au développement de l'économie française. En Malaisie, on exporte chaque année à peu près 2000 milliards d'euros de produits, dont la moitié est constituée pour moitié d'Airbus, c'est donc essentiel aussi pour l'économie de Toulouse et de la région d'avoir des gens qui vont défendre ces relations à la fois du côté malaisien et du côté français. Pour moi, le message est : continuons comme cela. Nous travaillons très étroitement entre l'Ambassade et les établissements universitaires et de recherche, dans toute la région (y compris le [CIRAD à Montpellier](#)). C'est un bel exemple de réussite de coopération internationale avec un pays lointain.

**S.E.Mme l'Ambassadrice Sophie AUBERT, Ambassadrice de France au Paraguay**



Merci bien, entre Toulouse et le Paraguay, il y a une histoire commune puisque leur célèbre écrivain Augusto Roa Bastos avait trouvé asile en France et en particulier à Toulouse et avait été le premier à instituer l'enseignement du guarani à Toulouse. Cette histoire s'est poursuivie à travers la thématique de l'architecture, j'ai noté qu'il y avait une coopération d'initiatives personnelles. Des étudiants travaillent des deux côtés de l'Atlantique, très récemment un franco-paraguayen a passé sa thèse de Géographie ici à Toulouse, avant de repartir poursuivre au Paraguay. Serait-il possible que cette coopération se formalise, plus largement que simplement sur l'architecture, pour que ce cadre universitaire soit donné et la consolide.

Aussi, en Amérique Latine, il y a un programme Amsud qui porte sur la Biologie, Mathématiques et maintenant sur le Climat, associant quasiment tous les pays d'Amérique Latine et qui développe des programmes de recherche avec toujours au moins un partenaire français et deux partenaires latinos.

**Fabrice DUMAS, Vice-président de l'[Université Toulouse III Paul Sabatier](#), en charge des Relations internationales**

Il me paraît tout à fait possible et souhaitable qu'un accord soit formalisé, c'est tout l'intérêt justement d'avoir l'Université Fédérale qui regroupe tous les établissements du site, puisque le top-down marche peu.

Pour que cela se fasse, il faut que les porteurs de projets de l'École d'Architecture fasse savoir à leurs représentants, de façon à ce que, quand nous aurons une réunion de l'ensemble des responsables des relations internationales -à peu près tous les quinze jours ou tous les mois-, nous puissions en discuter, et à ce moment-là l'intérêt est de faire un accord au niveau de l'Université Fédérale, ce qui permet d'englober tous les établissements du site. Ainsi, toutes les disciplines peuvent être concernées par ce type d'accord.

**Jean-Marc LAFORÊT, Ambassadeur, Conseiller diplomatique auprès du Préfet de la Région Occitanie**

Pour la deuxième table ronde, nous avons choisis des représentants illustrant des modalités importantes de la coopération : les collectivités territoriales, avec le Département de l'Aude qui dans quelques jours va accueillir les [3e Assises de la coopération décentralisée franco-libanaise](#) - et je dois dire que la région est très active aussi dans ce domaine puisque le Conseil Régional a accueilli en décembre 2018 les [6e Assises de la coopération décentralisée franco-chinoise en Occitanie](#), et la métropole de Toulouse accueillera au mois d'avril prochain les [11e Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne](#). Vous le voyez, vous êtes dans une région où la coopération décentralisée n'est pas seulement un mot d'ordre mais une réalité.

J'ajoute que Madame Dumontet revient de New York, où elle a rencontré le Secrétaire Général des Nations Unies, ce qui prouve encore que l'Occitanie est très branchée sur le Monde...

---

## 2<sup>ème</sup> / Table ronde

### COOPÉRATION ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALES



**Valérie DUMONTET, Vice-Présidente du Département de l'Aude, en charge des questions de démocratie, participation citoyenne, jeunesse et international, Vice-Présidente d'Occitanie Coopération, Secrétaire Générale adjointe de Cités Unies France**

Je suis ici à l'invitation de Monsieur l'Ambassadeur pour échanger avec vous Ambassadeurs et non ambassadeurs présents dans la salle sur la question de la coopération décentralisée. Richard Pempie aura plus un prisme ONG et actions société civile, qui sont les actions complémentaires. Je voudrais aussi associer à mes propos Guillaume Cros, qui est Vice-Président du Conseil Régional de la Région Occitanie, avec qui nous entretenons des relations très resserrées pour agir ensemble à l'international.

Je commencerai par un propos qui risque peut-être de froisser certains de mes collègues élus, je voudrais dire que je ne soutiens pas ceux qui parlent de diplomatie des territoires. Parce que pour moi, la diplomatie est bien un champ d'action, une vocation et un métier dont vous, Ambassadeurs, vous êtes les porteurs et les collectivités locales qui font de l'action internationale ne font pas de la diplomatie, c'est un autre champ d'action. Il me paraît important de ne pas confondre les deux. Certains seraient tentés de le faire, peut-être par frustration de n'avoir jamais pu être ambassadeur ou un fantasme de la fonction diplomatique... Mais d'expérience d'élue de terrain, nous sommes dans deux champs qui doivent absolument bien respecter ou en tout cas définir les zones d'intervention et de complémentarité.

L'action internationale qui se traduit par la coopération décentralisée est une action à faire de pair, qui aujourd'hui prend de l'essor, prend une nouvelle dimension. Dans les réseaux internationaux, nous travaillons ensemble, que ce soit au niveau national ou international. J'étais au Forum politique de haut niveau, sur la partie Forum des Autorités Locales, nous sommes sur cette action de la localisation de l'action internationale : l'action internationale de proximité, qui peut être quelques fois petite, manquant de visibilité, mais qui en tout cas mises bout à bout peuvent provoquer de l'impact et de l'ampleur.

De même qu'en France, nous avons une cohabitation assez originale d'un état centralisé encore fort et d'une décentralisation, l'action internationale est pour moi un peu dans le même système : l'action des états et comment s'imbriquent dans les actions des états les actions entre collectivités décentralisées.

La coopération décentralisée est aussi un instrument sur les territoires où vous êtes Ambassadeurs, qui par certains côtés entretient aussi la présence de la France, mais doit aussi servir les enjeux que vous en tant qu'Ambassadeur pouvez observer dans vos fonctions, pour aller chercher justement cet échelon d'action de proximité. Un certain nombre d'actions et de défis internationaux tels que la lutte contre la pauvreté, la lutte contre toutes les causes qui vont être à l'origine de la vulnérabilité des populations (quelles qu'elles soient : de la délinquance, jusqu'à la radicalisation, etc.) est aussi valable sur le territoire français, c'est le même ferment. Agir à l'international, c'est aussi échanger avec nos pairs à l'étranger sur la recherche de solutions à ces défis communs. Les défis communs, la matrice aujourd'hui, ce sont les [Objectifs de Développement Durable](#), qui sont une matrice internationale, qui peuvent être localisés au niveau territorial. C'est ce qui peut donner le sens commun des échanges et des actions de coopérations décentralisées.

Le Département de l'Aude travaille sur deux territoires, où nous avons choisi de nous concentrer : le Burkina-Faso et le Liban. Ce qu'il est important de comprendre aujourd'hui,

est que nous sommes un certain nombre d'élus à travailler et à prôner la question de la réciprocité : changer la façon dont on fait de la coopération à l'international, de briser un petit peu cette tendance à penser que nous Occident, nous avons la solution, la clé, la vérité et que nous devons aller aider ceux qui sont en difficulté ailleurs. Le monde a beaucoup changé, cette posture n'est absolument plus adaptée à la marche du monde. Changer le prisme de la coopération, c'est aussi se dire que nous allons agir de pairs à pairs, dans la réciprocité et pour s'entraider sur la recherche de solutions, et en tant que collectivités locales, comment les mettre en oeuvre. Aussi, comment se positionner entre l'échelle supra et proximité, sur les articulations ascendant-descendant, sur la gouvernance pluri-acteurs où l'on associe la société civile, les citoyens, les entreprises, le monde politique, etc. et comment est-ce que l'on accompagne le renforcement des capacités des personnes qui sont en charge des autorités locales -en France, nous sommes élus au suffrage universel direct, ailleurs, ce sont d'autres systèmes; peu importe du moment que l'autorité est actée-, comment prend on notre place pour aller jouer notre rôle de proximité et comment l'articuler avec les niveaux nationaux et internationaux.

Pour moi, il est très important que lorsque l'on va sur un territoire international, quand l'on est en coopération, nous soyons suffisamment complices avec les ambassades, car on ne peut aller contre les stratégies diplomatiques -c'est fondamental-, mais nous sommes aussi là pour interagir de la façon la plus efficace possible qui serve à la fois le développement et le renforcement de la capacité des autorités locales et aussi bien sûr la présence de la France à l'international.

Voici le prisme général de l'action de coopération décentralisée, telle que nous la portons, un certain nombre.



**Richard PEMPIE, Vice-Président d'[Occitanie Coopération](#), Responsable formation au [Siad](#)**

Je commencerai par vous présenter l'organisation dans laquelle j'occupe la responsabilité de l'enseignant, c'est le Service International d'Appui au Développement. Cela part d'une conviction, qui est que le développement en Afrique sera fait par les africains et les africaines: par leurs initiatives de création d'entreprises, y compris dans les campagnes. Partant de ce constat, nous avons mis en place des modules de formation où nous allons travailler essentiellement avec les diasporas, pour partir avec eux construire sur leurs idées des projets, et travailler sur ces projets jusqu'à la création du plan d'affaire et la création de l'entreprise.

Nous accompagnons par an : 20 à 30 projets et il se crée environ 3 entreprises, plus quelques associations. Pour les associations, nous les incitons à créer des modèles économiques, des activités génératrices de revenus de façon à assurer deux choses : l'implication des bénéficiaires sur place et la pérennité des actions dans le temps. De la même façon que pour les universités, il en est de même pour l'action à international, on doit s'efforcer de ne pas faire des one shot, mais à d'assurer des pérennités sur les actions.

Quelques mots sur [Occitanie Coopération](#), c'est une structure que l'on appelle multi-acteurs : qui va faire travailler ensemble sur les aspects de la coopération et de la solidarité internationale des acteurs économiques, les collectivités territoriales et le secteur associatif. Il y a différentes missions, dont certaines sont de recenser toutes les structures qui travaillent sur ce sujet. Il y en a un peu plus de 2000 en ex. Midi-Pyrénées, de la toute petite association jusqu'aux plus gros acteurs. Nous avons aussi des actions vis à vis des acteurs de terrain : des modules d'information sur ce qui se passe sur les appels à projet par exemple, des modules formation, des événements comme prochainement, le [4 décembre une Agora](#), moment de débats privilégiés, qui va rassembler tous les acteurs à Toulouse, à l'hôtel de Région.

En tant que Vice-Président, je suis en charge plus précisément du secteur associatif. J'exclue de mon propos les "grosses associations" comme Médecins Sans Frontières, mais vous parler de petites associations qui sont comme je vous l'ai dit très nombreuses en ex. Midi-Pyrénées et ailleurs, je pense, en Occitanie. Toutes interviennent sur les [Objectifs de Développement Durable](#) et les pays sont essentiellement africains, avec quelques pays asiatiques comme l'Inde, le Vietnam, puis d'autres dans le monde comme Haïti. Nous essayons d'être ambitieux au niveau des objectifs, mais nous rencontrons plusieurs problèmes. Pour créer des actions génératrices de revenus, cela demande du capital, des investissements. Et là, nous avons des problèmes de financements. Il existe pas mal de sources de financements possibles : la Région, Toulouse Métropole, les Agences de l'Eau, l'[AFD](#)... Mais pour couvrir l'ensemble des besoins, c'est un peu la chasse aux projets pour essayer de remplir le portefeuille. C'est quasiment un travail professionnel, donc les grosses associations peuvent très bien le faire, elles ont même des gens spécialisés mais les plus petits, [Occitanie Coopération](#) intervient pour les aider.

Au niveau de l'[AFD](#), il y a l'[Agence des Micro-Projets \(AMP\)](#) dont l'enveloppe globale est d'environ 150000 euros, sachant que la mission qui leur est confié par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères est de financer un maximum de projets, cela signifie que la dotation pour chaque projet est absolument ridicule, en tout cas pas à la hauteur des besoins. L'[AFD](#) en financement direct s'implique pour des projets de l'ordre de minimum 400000, 600000 euros. Il y a donc un trou entre les deux, dans lequel nous sommes car nous avons un maximum de projets de hauteur entre 30 / 60000 euros. C'est vraiment une

course, avec un taux d'échec de financement de projets autour de 50%. Nous demandons donc, et cela a été l'objet de discussions, un financement intermédiaire entre le micro-projet et les grands budgets présentés à l'[AFD](#). C'est peut-être à discuter, pas avec vous directement au niveau des ambassades, ce sera au niveau du Ministère, mais vous êtes partie prenante pour qu'il y ait une sorte de partenariat pluriannuels avec les associations, qu'il y ait des engagements, des reportings. De notre côté, il faudra que nous travaillions avec les associations afin d'être plus professionnels dans le suivi des projets.

Nous travaillons encore peu avec les ambassades : quelques contacts ponctuels avec les services de coopération et d'action culturelle (SCAC). Je pense donc que nous avons beaucoup de choses à faire nous associations pour vous solliciter et vous, si possible, de répondre à nos sollicitations. Un des principaux problèmes concerne les interventions en zone à risques, car les financements sont coupés et de fait, nous avons dû abandonner pas mal de projets (je peux en témoigner, je travaillais sur le Mali, nous avons aussi abandonné le Niger). Notre réflexion à l'association c'est de dire que ce n'est pas quand les gens sont dans les ennuis que l'on doit les abandonner. Je sais que maintenant, l'[Agence des Micro-Projets \(AMP\)](#) accepte de financer en zone à risques, avec la condition que ce soient nos partenaires locaux qui s'occupent du projet mais absolument pas nous, nous ne devons pas y aller.

Il y a aussi les fonds PISCCA - mécanisme de crédits déconcentrés mis à disposition du Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France, avec une remontée vers nous pour nous dire ce qui se passe chez vous afin que nous puissions orienter des porteurs de projets ou des partenaires locaux, car nous travaillons toujours avec des partenaires locaux, vers ces appels à projets.

**Jean-Marc LAFORÊT, Ambassadeur, Conseiller diplomatique auprès du Préfet de la Région Occitanie**

Une précision, si le Conseil Régional est le principal financeur d'[Occitanie Coopération](#), le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères n'est pas trop mal placé puisqu'il finance sur 3 ans, à hauteur de 180000 euros.



**S.E.M. l'Ambassadeur Luc HALLADE, Ambassadeur de France au Burkina-Faso**

Je serai nommé dans quelques jours et étais jusqu'il y a quelques jours Ambassadeur chargé de la coopération régionale dans l'Océan indien. Et donc particulièrement en lien avec nos DOM dans cette zone. La coopération régionale et décentralisée est un sujet sur lequel j'ai aussi beaucoup travaillé.

Je voudrais d'abord vous remercier Madame Dumontet, très sincèrement, je ne suis évidemment pas chargé d'une mission particulière par le Président de la République, mais suis particulièrement frappé par la concordance de ce que vous nous avez dit tout à l'heure : changer le regard sur l'Afrique et changer la manière de percevoir l'Afrique avec le message que nous a passé le Président de la République il y a quelques jours. C'était le cœur du message concernant les relations que l'on devait avoir avec l'Afrique et vraiment, je ne sais si vous vous êtes concertés mais vous êtes sur une ligne tout à fait identique, dont je me félicite évidemment en tant que passez-moi l'expression triviale "vieil africain" puisque j'y ai passé l'essentiel de ma vie, ma carrière. Je trouve que cela est vraiment bienvenu.

Deuxième remarque très positive, vous avez évoqué la nécessité de mieux articuler l'action diplomatique de l'État et celle des collectivités locales. Cela paraît évidemment enfoncer un porte ouverte, mais c'est essentiel et ce n'est pas toujours ou pas suffisamment le cas. Je l'ai vécu dans l'Océan indien, je ne parle pas du Burkina que je ne connais pas encore, où c'est pratiquement un travail de Sisyphe que de faire en sorte que les collectivités territoriales y compris les Régions ne cherchent pas à prendre la place de l'État dans les relations avec les États de la zone. C'est une tentation très forte, qui en général pose des tas de difficultés parce que l'on aboutit évidemment à une déperdition d'énergies et efficacité, parfois même à des positions qui peuvent être contradictoires.

Évidemment, je ne peux que me féliciter de la priorité que vous avez mise sur le Burkina-Faso, donc à l'avance, soyez certaine que je serai très attentif à ce que vous y faites. Cela me donne une transition avec le propos de Monsieur Pempie.

Il se trouve que malheureusement, le Burkina-Faso est effectivement une zone à risques, très clairement. Vous avez bien raison de dire que ce n'est pas au moment où les gens sont en difficulté que l'on est censé les abandonner, mais vous avez aussitôt bien compris, avec quelques regrets si j'ai bien compris, qu'effectivement l'on ne pouvait pour autant envoyer des français ou des expatriés quels qu'ils soient dans des zones à risques. L'on a vu, il n'y a pas si longtemps ce que cela implique comme risques. Cela incite donc à avoir des partenariats, des relais locaux et cela co-construit la manière de travailler ensemble, et je crois que la société civile burkinabé très active, très dynamique, qu'il faut probablement aider à se structurer et c'est peut-être un bon levier, sous forme d'obligation ou de nécessité, pour davantage travailler ensemble entre associations françaises et locales.

Dernier point, là-aussi, trop d'initiatives tue ou nuie l'initiative. Je veux dire par là, que vous avez manifestement un tissu associatif extrêmement dense, très dynamique, dont il faut se féliciter, mais vous avez une nécessité de coordination et d'articulation de ce que font toutes ces associations, c'est ce que vous faites. Au risque de peut-être choquer, il n'y a rien de

pire que les initiatives très généreuses à la base, car je ne doute absolument pas de la générosité des personnes qui s'investissent dans ce genre de secteur, et le résultat final. Un exemple très trivial, des tas de gens disent : "nous allons vous envoyer des livres"; ils les collectent et puis disent : "comment fait-on pour vous les envoyer ?" C'est un peu caricatural, mais cela arrive encore. Cette idée part d'un bon sentiment, mais reste tout à fait contreproductive. Vous avez donc bien un rôle pour articuler et coordonner afin de construire des actions qui soient structurées.

**S.E.M. l'Ambassadeur Frédéric BONTEMS, Ambassadeur de France en Éthiopie et auprès de l'Union africaine**

Bonjour, je suis à présent Ambassadeur avec une longue carrière précédente sur les questions de développement à l'[AFD](#) sur le terrain et en tant que Directeur du Développement au Ministère des Affaires Étrangères.

Tout d'abord Madame Dumontet, pour quelqu'un qui prétend ne pas faire de diplomatie, je trouve que votre présentation était remarquable en termes diplomatique et politique, puisque je n'aurais rien dit de mieux sur les orientations nécessaires, sur le rôle des collectivités locales, sur le rôle fédérateur des [Objectifs de Développement Durable](#) et sur la nécessité d'introduire cette notion de réciprocité au coeur de la relation de développement que nous construisons avec nos partenaires du Sud.

Sur l'action extérieure des collectivités territoriales, juste une question et une remarque. On a le sentiment tout de même depuis quelques années, sans doute pour des raisons de contraintes budgétaires, d'un désengagement des collectivités territoriales par rapport à la coopération décentralisée. Donc, je voulais avoir la réaction des élus sur ce point : partagez-vous ce sentiment, y-a-t-il une logique derrière, cela peut-il s'inverser, à quelles conditions ?

Dans l'action extérieure des collectivités territoriales, je vais être un peu brutal. Nous avons des choses assez diverses en termes de volumes et en termes de qualité. Cela part souvent de relations interpersonnelles. On a des choses qui parfois s'apparentent encore malheureusement à des actions très ponctuelles : des échanges d'élus, des voyages, etc. mais qui ne débouchent pas sur des choses très construites ou alors des projets qui se construisent de façon totalement autonomes, parfois intéressants, par exemple sur des sujets techniques comme des études de plans d'urbanismes ou autre, mais qui ne se construisent pas sur les normes qui ne sont pas aujourd'hui les normes des financeurs qui derrière sont mobilisés sur ce genre d'études. C'est très dommage parce que vous avez un travail de services techniques qui travaille ensemble sur un schéma d'aménagement, sur un schéma de collecte des ordures ménagères, ou autre... et puis après, quand vient le moment du financement, et l'on parle de dizaines de millions d'euros éventuellement, arrivent l'[AFD](#), la [Banque Mondiale](#), etc. qui vont dire c'est très bien, mais on recommence, car ce n'est pas aux normes, des financeurs. Du coup, on se retrouve à faire deux fois le travail et à décourager tout le monde. C'est une des raisons pour lesquelles aujourd'hui nous essayons de mettre l'[AFD](#) beaucoup plus dans la boucle dès le début, avec les financements comme la [FICOL](#). L'[AFD](#) essaie de professionnaliser cela dès l'origine et moi j'invite vraiment à aller dans ce sens-là, parce que cela permet derrière d'engager des volumes de financements beaucoup plus lourds, de structurer davantage, c'est beaucoup plus intéressant. Nous le faisons déjà un peu en Éthiopie avec d'autres régions.

Un tout petit point sur les ONG, pour dire qu'il est vrai qu'il y a un trou dans la raquette sur les financements je dirai globalement 10000 / 50000 euros. Malheureusement, je ne suis pas sûr qu'il y ait de très bonne solution. Nous sommes en train de remonter le niveau des crédits d'intervention dans les ambassades, mais le problème est que faire le financement de ce type d'opérations demande un travail de suivi, d'instruction -si on le fait sérieusement- qui mobilise des sommes colossales, y compris en termes de masse salariale, par rapport à ce qui se fait in fine, et avec de grosses difficultés en termes de redevabilité. C'est probablement plus jouable aujourd'hui au niveau d'une ambassade de financer ce genre de projets, ce n'est plus vraiment dans nos missions. Du côté de l'[AFD](#), il y a des sommes beaucoup plus importantes qui sont mobilisables, c'est vrai généralement sur des tickets plus élevés. Je pense que vraiment, la bonne solution est plutôt le regroupement de ces actions à travers des programmes concertés, développés, plus lourds. Là aussi, je sais que l'on va vers une forme de professionnalisation. C'est un petit peu regrettable par rapport aux initiatives de gens qui sont pleins d'une volonté forte d'intervenir, d'aider, de travailler, mais en termes de conditions de mobilisation de l'argent public, qui reste quand même rare, même si nous avons une remontée de l'[AFD](#), c'est extrêmement difficile d'aller vers le financement sur ce type de niveau. Encore une fois, je ne suis pas certain qu'il y ait de très bonne solution, mise à part donc essayer d'avoir une action concertée pour passer à l'échelle.

**S.E.M. l'Ambassadeur Sylvain BERGER, Ambassadeur de France en Zambie**

Je passerai vite sur les remerciements pour organiser ces échanges très intéressants, mais ils sont sincères.

Je vais être très terre - terre : la Zambie, pays quasiment inconnu des français et qui connaît très peu la France. Petite ambassade, très peu de moyens, presque aussi pauvre qu'eux. Tout cela pour vous dire que le peu de choses que vous pourriez faire avec la Zambie aura





un effet énorme. Par exemple des étudiants en Médecine de Paris Descartes sont venus en ayant collecté 30000 euros, ont construit un petit dispensaire, et ont été accueillis comme les rois du pétrole en Zambie. Leur action a été formidable.

C'est un pays qui a un grand potentiel et connaît une explosion de sa jeunesse (la moitié de la population a moins de quinze ans).

Trois sujets : coopération décentralisée, aide humanitaire ou coopération au développement et culture.

Pour le moment, nous n'avons aucune coopération décentralisée entre la France et la Zambie. J'ai été dans des tas de pays au cours de ma carrière, partout plus ou moins de coopérations décentralisées, plus ou moins efficaces, plus ou moins vivantes, zéro en Zambie. Le Maire de Lusaka, la capitale de 3 millions d'habitants, m'a demandé avec qui pourrait-il "se marier". Lorsque j'en ai parlé à Christine Moro, Ambassadrice nommée Déléguée pour l'action extérieure des collectivités locales, elle m'a dit avoir une liste énorme de pays en développement qui veulent des coopérations décentralisées mais très peu de volontaires du côté français. Pour Lusaka, on dit suivant l'explosion démographique que cette capitale comptera 35 millions d'habitants en l'an 2100. C'est dommage que l'on n'ait pas de partenariat avec de telles villes. Livingstone, avec les chutes Victoria, ville magnifique, demande aussi. Je n'ai pas encore trouvé de partenaire. S'il y a en Occitanie des collectivités intéressées par ces jumelages, ils seront accueillis royalement.

Pour la coopération au développement, quasiment pas d'ONG en Zambie. Il y a plein de scandinaves, plein d'anglo-saxons, d'irlandais, d'italiens, et pratiquement pas de français : l'ONG Fidesco est présente dans l'est de la Zambie, c'est tout. Récemment, il y a eu quelques volontaires de progrès qui sont venus s'installer dans une petite ONG: EcoGREEN, sur l'environnement. Il y a un potentiel énorme, car aussi la Zambie est l'un des rares pays sûr en Afrique.

Pour la culture, c'est pareil. De [jeunes musiciens de Toulouse](#) sont venus deux fois en Zambie, des joueurs de tambours qui ont rencontré des homologues zambiens, financés sur [ERASMUS+](#), nous les recevons encore, mais l'on peut faire beaucoup plus de choses... À partir du 1er juin, ce sera "[Africa 2020](#)" et j'en suis certain beaucoup de choses et d'initiatives en Occitanie, avec je l'espère une insertion zambienne.

### ***Béatrice GARRETTE, Directrice Générale de la [Fondation Pierre Fabre](#)***

Merci à La Dépêche pour cet événement, je dois dire que je suis ravie par tout ce que j'entends.

Peut-être pour ceux qui ne nous connaissent pas, la Fondation Pierre Fabre est une fondation d'utilité publique, créée par Monsieur Pierre Fabre en 1999, qui compte à son Conseil d'Administration un représentant du Ministère des Affaires Étrangères et un représentant du Ministère de l'Intérieur. Sa mission est d'améliorer l'accès aux soins et aux médicaments de qualité pour les pays les moins avancés. Nous travaillons dans une quinzaine de pays (Afrique sub-saharienne, Asie du Sud-Est, Liban, Haïti, etc.). En Afrique, notre premier pays d'intervention est le Mali, mais le Burkina-Faso est très important. Nous sommes également en Côte d'Ivoire, en Tanzanie. Même si notre mission, notre mandat porte sur ces pays du Sud, nous avons aussi cet ancrage régional en Occitanie. Nous sommes donc membre d'[Occitanie Coopération](#). Depuis quatre ans, suite à une conférence que nous avons organisée sur la coopération décentralisée, nous faisons chaque année, en collaboration avec [Occitanie Coopération](#), un appel à projet régional dont la dotation est d'environ 60000 euros, pour des petits projets portés par des associations de la région ou des instituts universitaires, etc.



Notre philosophie d'action est de travailler directement avec les acteurs du Sud. Nous avons beaucoup de partenariats public-privé, avec le Ministère de la Santé, Ministère de l'Enseignement Supérieur, puisque nous intervenons dans des thématiques prioritaires comme notamment la formation des pharmaciens. Nous appuyons les universités pour améliorer le cursus et la formation de pharmaciens de qualité dans des pays où, vous le savez, il y a le problème de médicaments falsifiés ou de mauvaise qualité qui est extrêmement important. Nous avons aussi beaucoup de coopération avec les universités françaises pour appuyer la montée en qualité de ces enseignements, notamment avec [Université Toulouse III Paul Sabatier](#).

Nous terminons un programme qui a duré 7 ans en Asie du Sud-est, où nous avons délocalisé des Masters français. Ainsi, nous avons formé plus de 150 pharmaciens au [Laos](#), [Cambodge](#) et [Vietnam](#). Ils ont obtenu un diplôme français dans leurs pays, car au lieu de les faire voyager en France, nous avons fait voyager les professeurs pour aller enseigner sur place. Nous donnons également des bourses aux niveaux Masters et PhD, notamment pour les universités françaises de façon à appuyer cette coopération.

Je suis aussi ravie de vous rencontrer Mesdames et Messieurs, les Ambassadeurs, car nous essayons aussi d'être très proches des ambassades des pays dans lesquels nous travaillons, avec bien sûr les SCAC, mais aussi les Conseillers régionaux santé qui appuient aussi notre action. Sachez que la [Fondation Pierre Fabre](#) aussi est à l'écoute de tous les acteurs internationaux et locaux pour être en appui et en coordination à la fois sur nos thématiques et puis sur tout ce qui est santé mondiale.

**Jean-Marc LAFORÉT, Ambassadeur, Conseiller diplomatique auprès du Préfet de la Région Occitanie**

Le Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères devrait prochainement se rendre à la cérémonie des 20 ans de la Fondation Pierre Fabre, c'est dire l'importance que revêt ce travail pour le Quai d'Orsay.

**Valérie DUMONTET, Vice-Présidente du Département de l'Aude, en charge des questions de démocratie, participation citoyenne, jeunesse et international, Vice-Présidente d'[Occitanie Coopération](#), Secrétaire Générale adjointe de Cités Unies France**

Pour vous répondre, il y a effectivement une baisse de l'engagement à l'international des collectivités locales. Évidemment, il y a la question budgétaire et des contraintes qui jouent, c'est clair. Dans ce contexte certains pans sont les premières victimes des choix : la culture et l'international.

Mais ces contraintes budgétaires peuvent être aussi un prétexte pour ne plus faire d'international, parce qu'il faut être conscient qu'il y a une autre pression aujourd'hui en France sur les collectivités qui font de l'international : qui viennent de certaines idéologies -"à quoi cela sert-il d'aller voir les pauvres ailleurs, on a tellement de pauvres à s'occuper ici"- et ça vient aussi peut-être d'une mutation, car il faut le reconnaître, il y a eu quelques dérives de la part d'élus qui ont confondu action internationale et bâton de Maréchal, ou petite escapade personnelle. Ce n'est pas la majorité, mais cela impacte négativement ceux qui font de l'action internationale différemment.

Enfin, nous sommes peut-être aussi dans une mutation des élus et du monde politique dans sa relation à l'international. On a vécu tout un historique, pour caricaturer : un peu post-colonisation, qui a entraîné une certaine façon de faire de l'action internationale. Je pense que nous sommes sur une régénérescence de l'action à l'international et qu'il ne faut pas lâcher là-dessus pour autant, tandis que certaines mesures sur lesquelles nous sommes particulièrement attentifs aujourd'hui au sein des collectivités territoriales : le fait que dans les 1,2% d'augmentation des budgets de fonctionnement capés par l'État, soient sorties toutes les subventions et les aides du Ministère des Affaires Étrangères, notamment vers les collectivités qui font de l'action à l'international.

Nous sommes aussi sur de nouvelles façons d'aborder les choses, qui sont peut-être longues à mettre en place. De plus en plus, on s'associe à plusieurs collectivités françaises, pas forcément de la même région, pour être ensemble sur des projets sur les mêmes zones géographiques sur lesquelles on agit. Nous le faisons par exemple sur le Burkina-Faso, de plus en plus sur le Liban. J'anime particulièrement sur ces deux pays. Tout cela prend aussi beaucoup de temps, car ces projets souvent associent aussi des ONG et des entreprises, afin d'agir en consortium.

Aussi, en face de cela, les instruments financiers en sont peut-être pas encore adaptés à cette nouvelle façon d'agir tant pour les collectivités décentralisées que pour les ambassades. L'[AFD](#) est un partenaire avec lequel on travaille, avec qui l'on discute vraiment beaucoup, justement sur cette question de mutation et d'adaptation des instruments financiers, notamment pour les petits projets. C'est à dire comment peut-on à la fois susciter les petits projets, parce que l'on sait très bien que dans des zones, notamment celles à risques, c'est parce que l'on n'abandonnera pas les petits projets de proximité qui vont améliorer la vie quotidienne des populations (c'est là que sont les points de vulnérabilité), comment inventer des outils financiers qui permettent de continuer ces actions de très petite proximité, en accompagnant les autorités locales et en leur donnant le courage d'assumer leurs fonctions, mais en même temps de les agglomérer dans des instruments plus vastes, pour que ce soit plus efficace.

Pour moi, il y a aussi un rôle des Ambassadeurs, qui est peut-être à faire évoluer, en tout cas à prendre en considération : c'est comment les ambassades peuvent aussi être des lieux de coordination entre les différentes actions des collectivités territoriales. Il arrive peu qu'il y ait des coordinations entre collectivités territoriales, nous le faisons de plus en plus, mais quelques fois, nous sommes plusieurs à intervenir sur une même zone sans aucune concertation. Or, le rôle de l'ambassade peut aussi être de se positionner, non pas comme censeur ou de juge d'opportunité ou d'ingérence, mais de coordinateur sur certains lieux en disant que ce serait bien de clarifier un peu, de rassembler un peu les énergies, et de consolider. Peut-être aussi, je ne sais pas si cela sera un jour possible, de se donner le droit à l'expérimentation. Des instruments financiers existent, qui sont quelquefois difficiles à faire évoluer, or notre monde évolue très vite, parfois des idées émergent, qu'il faudrait faire tout de suite parce que cela répond à quelque chose comme une urgence, sauf que les instruments financiers en place sont beaucoup trop lourds à mettre en considération. Donc avoir quelquefois le droit à l'expérimentation pour, en lien entre Ambassades, autorités locales et gouvernances collectives, tester ces choses.

Nous sommes très fiers, les 19 & 20 septembre à Carcassonne ont lieu les [3e Assises de la coopération décentralisée franco-libanaise](#), les dernières avaient eu lieu en 2012 à Beyrouth, je le dis parce que ce n'est pas souvent que des assises de ce niveau-là se tiennent dans un département rural. Pour conclure, dans la coopération à l'international, il y a effectivement les coopérations qui se voient beaucoup, mais aujourd'hui l'enjeu, certes dans l'urbain, mais sans jamais oublier les territoires. Sur le Burkina-Faso ou le Liban, que je connais très bien,

intervenir auprès des autorités locales et des maires dans les espaces ruraux, inter-urbains, c'est essentiel aujourd'hui, notamment pour éviter l'exode, mais aussi pour réinventer un développement économique local de proximité basé sur les ressources locales et la maîtrise par les locaux, les habitants du pays, de leurs destins.

### **Guillaume CROS, Vice-Président du CONSEIL RÉGIONAL**

Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire Valérie Dumontet, sur le fait qu'il y en ait moins de coopération et comment on peut le faire évoluer.

La question du 1,2%, qui revient systématiquement, j'insiste auprès des Ambassadeurs, nous sommes tous deux membres de la Commission Nationale Coopération décentralisée, c'est un message très très fort que l'on a fait remonter au niveau du Ministre en disant : sortez vraiment l'aide à la coopération de ce 1,2%, sinon cela va freiner encore plus que ce qui est à présent parce qu'effectivement, le fait de réaliser de l'action à l'international est une volonté politique. On le voit, il y a eu des changements de politiques profonds, avec des baisses importantes, même si après, l'on est revenu à certains niveaux. En Occitanie, nous avons cette chance là, d'avoir une vraie volonté politique là-dessus. Pour nous, c'est un vrai marqueur politique fort, pour permettre une ouverture au Monde, parce que nous sommes une région qui est ouverte, qui accueille.

Sur la coordination, sur le fait de dire qu'il y a peut-être parfois des actions qui ne sont pas coordonnées, ce que nous avons mis en place au niveau de la Région, c'est -entre autres, je ne vais pas tout décliner - un principe de "zones cibles", je n'aime pas trop le mot, mais c'est clair du point de vue du sens. Nous travaillons avec des régions de même niveau administratif que nous, on signe un partenariat avec eux, partenariat qui est ensuite décliné avec les acteurs locaux (Cambodge, Palestine, Maroc, peut-être bientôt en Côte d'Ivoire...) mais aussi avec les acteurs de notre territoire qui ont des actions dans ces zones-là. Cela fonctionne, toujours en lien avec l'Ambassade de France dans le pays. Cela nous permet d'avoir des leviers forts, de pouvoir mobiliser des financements régions, mais pas que, et d'être finalement beaucoup plus efficaces.



### **Richard PEMPIE, Vice-Président d'[Occitanie Coopération](#), Responsable formation au [Siad](#)**

Pour vous répondre sur deux aspects, pour la Zambie, nous n'avons rien contre, mais n'allons pas arriver comme des Zorro là-bas, pour dire : on est la France, on peut vous aider. Parce que si on y va, on est sûrs d'avoir des sollicitations. Or, notre principe de base, au niveau associatif, est de dire, on va partir des besoins des populations, de telle façon qu'ils s'approprient le projet et que ce soit leur projet à eux, qu'ils bâtissent.

Nous sommes là en support, en appui au développement, je parle avec ma casquette [Siad](#). Il y a plein d'associations, qui sont parties sur place, ont pu faire des choses, qui quelques années après se sont avérées sans aucun impact sur les populations... Coordonner, c'est un travail que nous avons à faire. Par exemple, cette année, j'ai eu trois porteurs de projets en R&D sur Kinshasa dont l'idée était de s'occuper des enfants des rues. Nous leur avons suggéré de se rassembler en une association... Alors même que des associations qui s'occupent des enfants des rues à Kinshasa, il y en a bien d'autres. Le problème de dispersion des actions souligné est bien réel, sur les territoires et sur les thèmes. Via [Occitanie Coopération](#), nous essayons de travailler ce point : chaque adhérent peut aller sur le portail voir ce qui existe sur la zone ou sur un thème. Après, c'est la volonté des associations...

Pour les financements, il y a deux aspects : pour les associations, quand on a peu de financements, on travaille sur le projet en fonction. Par exemple, je travaille actuellement sur un projet au Tchad qui est programmé pour 9 ans, pour pouvoir amasser assez afin de finir quelque chose. C'est peut-être un peu long...

Mais je parle aussi du secteur économique, j'ai travaillé sur des projets, par exemple au Sénégal pour valoriser la filière de la mangue, en montant une usine de jus fruits. On a beau les convaincre de commencer petit, vous grandirez après, reste un investissement minimal à faire. Je m'adresserai à l'[AFD](#), à moins de 30/40000 euros, vous n'avez rien, même en visant petit. Ces investissements économiques concourent au développement des campagnes, des villages, pour éviter aussi la fuite des jeunes vers les métropoles, où l'on voit des misères sans nom.

**Revivez la conférence / débat**



**PROCHAINE RENCONTRE D'OCCITANIE**  
**25ème édition - Jeudi 26 septembre 2019**  
Siège de Midi Libre

**Luc FRÉMIOT**  
Magistrat honoraire

**« NON-ASSISTANCE À FEMMES EN DANGER »**

POUR TOUTE INFORMATION :  
[contact@rencontres-occitanie.fr](mailto:contact@rencontres-occitanie.fr)  
Tel : 05 62 11 95 96



Leila Bijaoui-Rouch  
Chargée de mission auprès de la Présidence  
Les Rencontres d'Occitanie  
[@rencontres\\_oc](https://twitter.com/rencontres_oc)

[www.rencontres-occitanie.fr](http://www.rencontres-occitanie.fr)



EN PARTENARIAT AVEC :

